

Tout le monde se fiche de Fitch



CHRONIQUE

Bertille Bayart

@BertilleBayart

Les oiseaux de mauvais augure sont des menteurs : le ciel de la dette ne nous est jamais tombé sur la tête. Depuis cinquante ans qu'elle augmente et que les comptes publics explorent le nuancier des rouges du vivif à l'écarlate, on nous promet une catastrophe qui ne s'est jamais produite.

En 1982, la France affichait moins de 300 millions d'euros de dette, mais Jacques Delors, ministre des Finances, exposait face à Jean-Pierre Chevènement (Jean Peyrefeade, *Réformer la France*) : « *J'en ai assez. Je ne peux plus supporter cela. On ne peut plus emprunter, il n'y a plus d'urgent !* »

Il dut y en avoir encore, finalement, puisqu'en 2005, la barre des 1000 milliards d'euros de dette était franchie. Le banquier Michel Pébereau,

rabat-joie parmi les rabat-joie, se fendait d'un rapport appelant à rompre avec vingt-cinq ans de « *culture de la dépense* » et de « *facilité de la dette* », devenues des « *routines destructrices* ».

Sept ans plus tard, la dette avait encore grimpé, à 1700 milliards. Cette fois, la foudre allait s'abattre. Le village gaulois attendit terrifié de subir les conséquences de la perte de sa note AAA, dégradée par l'agence Standard & Poor's un funeste 13 janvier 2012. Il n'y en eut pas, sauf pour Nicolas Sarkozy. Une présidentielle perdue plus tard, un de ses ex-ministres, Bruno Le Maire, qui écrivait déjà (*Jours de pouvoir*, 2013), raconte l'épisode : « *L'image du capitaine dans la tempête en prend un coup. Dans les circonstances, comment garder notre crédibilité ? Nous avons créé nos propres censeurs. Le piège se referme sur le président.* »

Onze ans après – et 1300 milliards d'euros de dette de plus –, le piège se referme sur un autre président, Emmanuel Macron, confronté à l'abaissement de la note de la France par Fitch. Le camouflet pourrait être plus violent encore, si, le 2 juin, S&P à son tour dégrade la note de la France qu'elle a mise sous surveillance en décembre. Bruno Le Maire se garde cette fois de commenter l'image du capitaine. D'autres s'en chargent. Fitch est devenue la coqueluche des oppositions, ce qui est pour le moins... distrayant.

« *The show must go on* », la grande comédie de la dette publique se poursuit. L'exécutif surjoue le péril. « *On sera pris à la gorge par le système financier. À un moment donné, les Chinois et les Américains nous diront : « on ne vous finance plus »* », a mis en garde le chef de l'État en marge de sa visite en Chine. Le 17 avril à 20 heures, il a promis aux Français l'indépendance face « *aux forces de la spéculation* ».

Fitch ou pas, ces propos préparaient le terrain à la ligne budgétaire du quinquennat, inscrite dans le programme de stabilité transmis à Bruxelles la semaine dernière. Objectif : ramener le déficit public sous les 3 % en 2027, et faire baisser la dette à 108,3 % du PIB (contre 111,6 % en 2022), malgré la hausse des taux (chaque point de hausse coûte 15 milliards d'euros à l'horizon 2027). Pour y arriver, le gouvernement mise sur la croissance, l'extinction progressive des boucliers énergétiques et sur une revue de dépenses publiques engagée dans chaque ministère.

Le Haut Conseil des finances publiques a souligné l'optimisme de toutes les hypothèses (croissance, gains de productivité, inflation...) qui sous-tendent les prévisions de Bercy. L'opposition dénonce, elle, un tour de vis terrible. Éric Coquerel, le président (LFI)

de la commission des finances, affirme que le gouvernement prépare la « *plus forte cure d'austérité que la Ve République ait connue* ». Qui peut y croire ? La tentation de la dépense reste irrésistible. Fitch, d'ailleurs, redoute « *des pressions en faveur d'une politique budgétaire plus expansionniste* ».

Sans même parler d'austérité, le mot de « *rigueur* » a disparu du vocabulaire politique depuis qu'il a fracturé la majorité de François Hollande. L'idée de réforme de l'État a été discréditée par les échecs en série. Les référentiels ont explosé avec le Covid : les chiffres qui décrivent l'état de nos finances publiques sont énormes – 3000 milliards d'euros de stock de dette, 270 milliards à emprunter cette année, 51,7 milliards d'intérêts à payer – mais ils ne parlent plus.

« *En apparence tout ne va pas si mal* », constatait en 2005 le rapport Pébereau. C'est toujours vrai. Le taux des obligations françaises a à peine cillé après le coup de semonce de Fitch (une augmentation de 6 points de base... comme pour la dette allemande ou italienne). Il est si facile d'écarter l'hypothèse d'un scénario à la grecque – la France n'est-elle pas trop grosse pour faire faillite ? – ou d'oublier l'accident de marché qu'a connu le Royaume-Uni de Liz Truss. Pourquoi prêter attention à Fitch quand on peut lire Olivier Blanchard (ex-chef économiste du FMI) en diagonale et en déduire que la dette n'est pas un problème ?

On appelle le moment de payer ses dettes « *le quart d'heure de Khabéts* ». Les ministres des Finances ont raison de se piquer de littérature. Il faut commencer avec La Boétie : « *Quelle condition est plus misérable que de vivre ainsi, qu'on n'ait rien de soi, tenant d'autrui son aise, sa liberté, son corps, sa vie ?* »

ENTRE GUILLEMETS

3 mai 1469 : naissance à Florence de Nicolas Machiavel.

« **Le Prince** » (1513)

Gouverner, c'est faire croire »

100 000 citations et proverbes sur evne.fr

